

*Le redressement après la crise : Politiques pour un développement équitable / Policy Alternatives for Equitable Development : Recovery from Crisis.* Institut Nord-Sud, Ottawa, 1998, 108-96 p.

Yacine Adjerime

Volume 31, numéro 2, 2000

Nécessité ou innovation ? Vers une redéfinition de la politique étrangère Canadienne 1984-1993

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/704162ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/704162ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Adjerime, Y. (2000). Compte rendu de [*Le redressement après la crise : Politiques pour un développement équitable / Policy Alternatives for Equitable Development : Recovery from Crisis.* Institut Nord-Sud, Ottawa, 1998, 108-96 p.] *Études internationales*, 31(2), 359-362. <https://doi.org/10.7202/704162ar>

Selon les tenants de la mondialisation, la seule approche réaliste pour alléger la pauvreté est la croissance économique. Celle-ci est nécessaire surtout pour la survie du système capitaliste. Sous sa forme actuelle, cependant, elle est une menace pour l'environnement. En tenant compte des bénéfices et des inconvénients, il semble que la société s'en tirerait mieux en laissant tomber sa fixation sur la croissance quantitative et en se préoccupant plutôt de développement et de développement durable. Le produit national brut ou le produit domestique *per capita* ne reflète pas les coûts cachés de la croissance.

Enfin, le dernier chapitre traite de l'inégalité des revenus qui s'est accrue avec l'affaiblissement des mesures de soutien au revenu, mesure démontrée la plus efficace pour lutter contre la pauvreté. Il est raisonnable de conclure que la mondialisation exacerbe la pauvreté d'une double manière. Premièrement en préconisant la réduction des emplois publics et privés, et l'élimination de l'assistance aux pauvres. En encourageant ensuite la distribution inégale des revenus et de la richesse qui augmente la pauvreté relative. Les gouvernements doivent donc, tout en encourageant l'emploi, maintenir leur support au revenu. Comment le faire sans tomber dans les dettes. L'auteur ne voit pas d'alternative à la taxe Tobin qui réduirait la volatilité des taux de change liés à la spéculation et encouragerait une coordination internationale pour la freiner. Elle fournirait ensuite aux gouvernements les ressources nécessaires pour promouvoir le bien-être de la société.

Cet ouvrage d'un économiste qui émet des doutes et même remet en question la théorie économique actuelle souvent présentée par ses promoteurs intéressés comme un dogme en dehors duquel il n'y a pas de salut économique est intéressant. L'auteur a gagné son pari de présenter un livre accessible. Ses argumentations seront sans doute insuffisantes cependant pour convaincre les adeptes de la nouvelle secte de la mondialisation.

Gérard BEAULIEU

*Département d'histoire  
Université de Moncton*

**Le redressement après la crise :  
Politiques pour un développement  
équitable / Policy Alternatives for  
Equitable Development :  
Recovery from Crisis.**

*Institut Nord-Sud, Ottawa, 1998,  
108 – 96 p.*

La Déclaration des droits de l'Homme et du Citoyen de 1789 affirmait, en son préambule, que le but de la société est le bonheur commun. Aussi étonnant que cela puisse paraître, débiter par cette référence l'évaluation d'un livre dont le thème central est la recherche de solutions en vue d'assurer l'avènement d'un développement économique mondial durable après les récentes crises financières, économiques et sociales qui ont ébranlé la croissance de nombreux marchés dits émergents et inquiété la communauté internationale, nous paraît mieux que tout définir l'esprit dans lequel les initiateurs des contributions présentes dans ce recueil ont souhaité travailler, en toute humilité. Il s'agit bien au terme de cette lecture de jeter

les bases d'une « nouvelle architecture internationale », un nouvel ordre mondial qui replace l'homme et ses droits naturels au cœur de ses préoccupations.

En marge de la 32<sup>e</sup> conférence des ministres des Finances du Commonwealth, à Ottawa, le 29 septembre 1998, l'Institut Nord-Sud, dont l'objectif est de « contribuer [par des recherches spécialisées] à la formulation de politiques sur les relations « Nord – Sud » entre les pays industrialisés et les pays en voie de développement », organisa un séminaire de réflexion sur le thème « Le redressement après la crise financière : Politiques économiques pour une croissance et un développement durable ». Articulé autour de trois parties, le présent ouvrage contient les principales interventions des personnalités invitées à se prononcer. L'éditeur – Roy Culpeper, président de l'Institut Nord-Sud – nous propose dans un premier temps une importante introduction, qui se veut aussi une synthèse du livre, dans laquelle il opère une radioscopie de la crise financière qui s'abatit sur l'Asie du Sud-Est et des solutions qui furent proposées, notamment par le FMI. Tout en soulignant le rôle de ce dernier dans l'amplification du marasme économique, à travers l'imposition de politiques monétaire et budgétaire restrictives, souvent inadaptées aux besoins des populations (éducation, santé, ...), Roy Culpeper insiste sur l'urgence de nouvelles régulations pour assurer non seulement un juste partage des gains de la croissance mais aussi une distribution tout aussi équitable des effets néfastes concomitants aux crises : « Les pauvres [...] payaient chèrement les coûts sociaux, alors qu'un grand nom-

bre d'opérateurs des marchés des capitaux et de créanciers étrangers [...] s'en tiraient à bon compte. » Là réside l'une des « idées-forces » de ce recueil, reprise par bon nombre des intervenants : l'existence d'une asymétrie flagrante et injuste entre ceux qui prennent les risques et ceux qui en assument les malheureuses conséquences.

La seconde partie du livre reprend les trois « discours-programmes » des conférenciers principaux : John Stiglitz, vice-président et économiste en chef de la Banque Mondiale ; Trevor Manuel, ministre des Finances de l'Afrique du Sud et John T. Boorman, directeur du département de l'élaboration des politiques du FMI. Si une ligne de partage semble clairement se dessiner entre les partisans d'un interventionnisme accru dans la gestion de la libéralisation des marchés de capitaux (J. Stiglitz et M. Trevor) et les inconditionnels d'une autorégulation (J. Boorman), tous s'accordent sur la gestion plus ou moins inefficace des crises passées. Dès lors, quels doivent être les piliers d'une politique macroéconomique renouvelée dont l'objectif serait triple : assurer le plein emploi et la croissance des économies, minimiser les risques de « phénomènes non-linéaires » (« les crises », en jargon d'économiste) et consolider le lien social et démocratique ?

Pour J. Stiglitz, seule une approche globale de résolution des crises et de compréhension de leur singularité systémique permettra de retrouver le chemin d'un développement durable et équitable. Sont ainsi avancées des propositions pour agir aussi bien en amont des crises (prévention) qu'en aval (remèdes). En amont, ou *a priori*, il s'agit de développer de nouveaux

ou de meilleurs mécanismes de protection sociale dans les nombreux pays en développement qui en sont dépourvus, pour atténuer les conséquences subies par les plus vulnérables, ceux que J. Stiglitz appelle les « témoins innocents » et qui supportent souvent une grande part de la « charge de l'ajustement ». Par delà la justification macro-économique – keynésienne – d'un accroissement des dépenses sociales, l'économiste en chef de la Banque Mondiale décide d'inscrire ses réflexions dans une perspective résolument sociale, voire sociétale : le renforcement d'un système de protection sociale est « indispensable pour édifier le soutien démocratique et la stabilité sociale », fondements de la cohésion et du développement serein des nations. En aval, ou encore *a posteriori*, il convient de mettre à plat le fonctionnement du système de gouvernance internationale en proposant d'y introduire une plus grande démocratie et une meilleure représentativité des acteurs dans l'élaboration des réformes – vaste programme !

À ce niveau de réflexion, le point de vue d'un représentant du Sud, en la personne de Trevor Manuel, est de circonstance. Dans une brève allocution, le ministre des Finances de l'Afrique du Sud s'en prend à la réglementation financière actuelle qui n'autorise pas les « vendeurs d'instruments financiers, qui bénéficient de rendements élevés en période faste, à partager les coûts en temps de crise ». Il propose donc de nouvelles règles du jeu qui puissent, notamment, corriger les distorsions créées par des flux de capitaux spéculatifs et non viables et, à terme, améliorer la réglementation et la régulation des marchés des capitaux. Pour ce faire, une

proposition concrète est avancée : que toutes les institutions financières déclarent leurs positions à risque aux autorités et, sur cette base, constituent des provisions pour pallier les pertes éventuelles.

Sur une autre ligne de conduite et de pensée, J. Boorman réaffirme, comme préalable à la pérennité de la croissance mondiale, la nécessité d'une libéralisation aussi large que possible des mouvements de capitaux. Elle est, selon lui, facteur d'innovation, d'investissements, de transferts de technologie... et, finalement, de croissance pour les pays en développement. Ainsi, si ajustement il doit y avoir, *via* une modification de la réglementation des marchés financiers, c'est au plan national et non par l'instauration d'une nouvelle architecture internationale : « Il faut une libéralisation coordonnée et conjuguée à un renforcement du système financier national ». Renforcement qui passerait notamment par la mise en œuvre de règles prudentielles, une saine gestion des finances publiques, une capacité de surveillance des flux de capitaux extérieurs en situation de marchés ouverts, une plus grande transparence. Il s'agit, on l'aura compris, d'un véritable plaidoyer à l'efficacité des marchés financiers.

La troisième et dernière partie de l'ouvrage recense les interventions de personnalités invitées à réagir aux allocutions décrites plus haut. À noter les commentaires de Sylvia Ostry, chercheuse au Centre for International Studies de l'Université de Toronto, pessimiste – ou réaliste ? – quant aux chances d'une nouvelle démocratie économique, constatant la forte inertie des structures existantes ainsi que

les « territoires de pouvoir » savamment entretenus par certains. Et pourtant... Comment envisager une éventuelle régulation de l'économie mondiale qui pour imposer un ordre, son ordre – qui pour beaucoup sonne souvent comme désordre et chaos – ferait fi des souverainetés nationales, des légitimités des acteurs à conduire la politique qu'ils jugent la mieux adaptée au développement durable de leur pays? En d'autres termes, comment éviter l'ingérence économique?

Voici donc un livre intéressant, qui pose et invite à se poser les bonnes questions, sans pour autant apporter toujours des solutions. À la tentative louable qui a présidé à l'élaboration des contributions de (ré)concilier l'économique, le politique et le social, l'Institut Nord-Sud a souhaité à juste titre, au risque de paraître très peu opérationnel, que soient dessinés les contours d'une « société internationale » où riment solidarité et démocratie.

Yacine ADJÉRIME

Faculté des sciences de l'administration  
Université Laval, Québec, Canada

### **The Economics of Population : Classic Writings.**

SIMON, Julian L. (dir.). *New Brunswick*,  
Transaction Publishers, 1998, 252 p.

Au moment où la population mondiale vient de franchir le cap des six milliards, l'ouvrage de J. Simon déjà connu par ses travaux sur la croissance économique et la population, tombe à point nommé. En considérant cet ouvrage comme le complément de celui qui a déjà paru en 1996 sous le titre de *The Economics of Population : Key Modern Writings*, l'auteur

prend acte de l'importance des textes fondateurs. Comme il le souligne, dans le domaine de l'économie de la population, le débat public et les travaux des économistes se sont influencés réciproquement. Il n'en demeure pas moins que certains travaux n'ont pas trouvé les échos qu'ils méritaient dans l'opinion publique. On s'aperçoit que les idées émises dans le passé, débattues sur la scène publique, sont réapparues plus tard. Cet ouvrage nous fait redécouvrir l'actualité des anciens travaux.

Le plan de l'ouvrage est articulé autour de cinq parties. La première, consacrée à la genèse de la réflexion sur la relation entre la population et l'économie, est suivie par la deuxième partie qui comprend les textes écrits en réaction à la loi de population de Malthus. Dans la troisième partie figurent les réflexions développées dans le nouveau contexte des années vingt marqué par le déclin de la natalité. La problématique de l'épuisement des ressources se trouve dans les textes de la quatrième partie. Enfin l'ouvrage s'achève avec une cinquième partie où l'on trouve deux textes de Malthus sur les déterminants de la croissance et de la densité de la population.

La première partie qui traite la période classique commence avec l'exposé succinct mais dense de Spengler sur la genèse de la réflexion qui remonte à la Chine ancienne et à la Grèce antique. Il est suivi par les textes de Graunt et de Petty, considérés comme les pères fondateurs de la discipline. À travers une démarche descriptive, Graunt en observant les régularités qui caractérisent l'évolution de la population, met en avant la dimension prévisionnelle. Petty,